

# Manifeste

## Marche pour la dignité 2021

Sept années depuis la mort de, au moins, 14 personnes à la plage de Ceuta. Sept années d'impunité. Sept années d'injustice. Sept années de lutte à travers la Marche pour la dignité. Sept années d'exigence de responsabilité et de réparation. **Sept années en gardant la mémoire, en défendant la vie et en exigeant les droits.**

Après sept années de litige, la situation actuelle n'est pas du tout encourageante. Le 27 juillet 2020, le Tribunal de la Province de Cadix a prononcé une ordonnance de non-lieu, une décision indiquant que les éléments de la Guardia Civil sur qui l'enquête a porté n'ont commis aucun délit. Ainsi donc, ils ont été acquittés sans jugement. Un appel a été fait contre cette décision, lequel doit être résolu par le Tribunal Suprême. **Sept années après: des morts sans visage, des tombes sans nom, des victimes sans justice, des frontières sans droits.**

Cette année 2020 nous laisse des données effrayantes. Sur la base de l'endurcissement du contrôle frontalier et des politiques assassines de la forteresse qu'est l'Europe, il y a de plus en plus de personnes qui perdent la vie en tentant de rejoindre le territoire espagnol. Selon des rapports de *Caminando Fronteras*, bien qu'on dénombre 2170 morts sur les chemins d'accès à l'Espagne, on estime que 95% des victimes disparaissent dans la mer sans que leurs corps soient retrouvés. **Si nous n'avons pas été capables de sauver leurs vies, nous devrions nous sentir responsables de leurs morts.**

Mais, au lieu de cela, nous continuons de perpétuer tout un appareil politique qui finance la lutte contre l'immigration dite irrégulière. Sous le mandat de Fernando-Grande Marlaska, les fonds budgétaires destinés aux garde-côtes et à la police frontalière des pays comme le Maroc, la Mauritanie ou le Sénégal, entre autres, ont été triplés. **Et si ces ressources étaient destinées à accueillir au lieu de rejeter ?**

Loin de dissuader, ces efforts pour contenir les flux migratoires n'ont fait que les dévier vers d'autres voies plus meurtrières comme celle des îles Canaries. Une voie plus compliquée, plus chère et plus risquée, dont les points d'embarquement (Gambie, Sénégal et Mauritanie) sont de plus en plus éloignés et les expose à l'inclémence du temps et de la mer. À ceux qui réussissent la traversée, on leur refuse la paix et la parole, d'autant plus que la violation des droits humains se poursuit même à l'arrivée au port. Ils sont privés de leur liberté, entassés dans les pires conditions, parfois sans assistance juridique et sans la possibilité de se défendre, avec même des cas de séparation forcée de mineurs avec leurs familles.

Il y a beaucoup de raisons qui poussent les personnes à émigrer : aussi bien la recherche de protection internationale en sortant d'un pays en conflit comme la crise économique et la pandémie, ce qui renforce ainsi lesdits flux mixtes. Le pillage des ressources de la part de l'Union Européenne à travers les accords de pêche avec les pays africains constitue une atteinte contre la sécurité alimentaire, provoque une violation des droits humains et amplifie l'écart économique et social. Cette réalité a été aggravée par la crise du Covid-19 qui a affecté

tous les secteurs économiques, particulièrement le tourisme dans ces pays. Cependant, même si certains fuient du conflit et d'autres du manque de perspective de futur, nous ne devrions pas tomber dans la discrimination entre personnes réfugiées et migrantes, comme si les premières avaient plus de légitimité pour émigrer.

Cette Europe nous fait honte; celle qui est une forteresse qui construit des murs et des barrières pour nous séparer; celle qui pille, qui s'approvisionne et exproprie les richesses du Sud mais qui interdit le passage à toutes les personnes qu'elle a laissées sans ressources. Une Europe hypocrite qui externalise ses frontières en finançant des tiers pour qu'ils surveillent ses murs.

Pour tout cela:

- Nous dénonçons les politiques meurtrières qui ont transformé la Méditerranée et l'Atlantique en une fosse commune mondiale.
- Nous dénonçons la construction d'une barrière de 10 mètres au niveau des frontières de Ceuta et Melilla, qui empêche toute tentative d'entrée par voie terrestre et oblige à prendre des chemins plus risqués comme ceux des îles Canaries.
- Nous dénonçons les politiques d'externalisation des frontières qui font de nous (les citoyens espagnols) des complices qui financent les mauvais traitements exercés contre les personnes migrantes par des pays tiers comme le Maroc.
- Nous dénonçons les expulsions de force et de manière systématique; des pratiques inhumaines qui portent atteinte contre la dignité des personnes.
- Nous dénonçons particulièrement la reprise, ces derniers mois, des vols de déportation dans des avions commerciaux en direction du Maroc, de la Mauritanie et du Sénégal; des pratiques qui portent atteinte aux droits reconnus dans la législation espagnole.
- Nous dénonçons le discours de haine envers les personnes migrantes, qui alimente le racisme et la xénophobie et encourage le rejet au lieu de l'accueil dans notre société.
- Nous dénonçons le manque d'attention humanitaire et de ressources destinées à l'accueil, dont la conséquence est l'augmentation du nombre de morts dans la mer, les conditions inhumaines auxquelles les migrants sont confrontés à leur arrivée, l'insuffisance des services d'assistance juridique et de traduction, de même que le surpeuplement dans les centres d'accueil.
- Nous dénonçons l'actuelle loi relative au statut des étrangers qui justifie les identifications selon le profil racial, les CIES (Centres d'Internement des Étrangers) et constitue un obstacle pour les démarches administratives qui permettent la régularisation.

Face à ces politiques meurtrières, nous exigeons:

- Qu'un procès de réparation et de mémoire qui rende justice aux victimes des frontières soit tenu.
- Que la dignité de toutes les personnes, migrantes ou réfugiées, soit respectée.
- Que les expulsions de force (sans protection ni garanties) et les déportations soient arrêtées.
- Que des voies légales et sûres, par lesquelles on peut exercer le droit à la libre circulation, soient créées.

- Que soit votée une loi relative au statut des étrangers, qui favorise et garantit les droits des personnes migrantes, qui n'exige pas un contrat de travail pour accorder l'autorisation de résidence.
- Que soit favorisée une politique d'expédition de visas surs dans le cadre d'une réforme structurelle de la loi sur le statut des étrangers, afin que celle-ci encourage les migrations au lieu de les combattre.
- Que l'accueil et l'hospitalité constituent les bases pour des relations d'égalité.

Nous voulons une Europe ouverte à la pluralité, où les ressources soient mises pour accueillir et régulariser au lieu de contrôler, arrêter et expulser. Nous continuerons de lutter jusqu'à ce que cela soit une réalité.

**Face à leurs politiques de mort: nous gardons la mémoire, nous défendons la vie et nous exigeons les droits.**